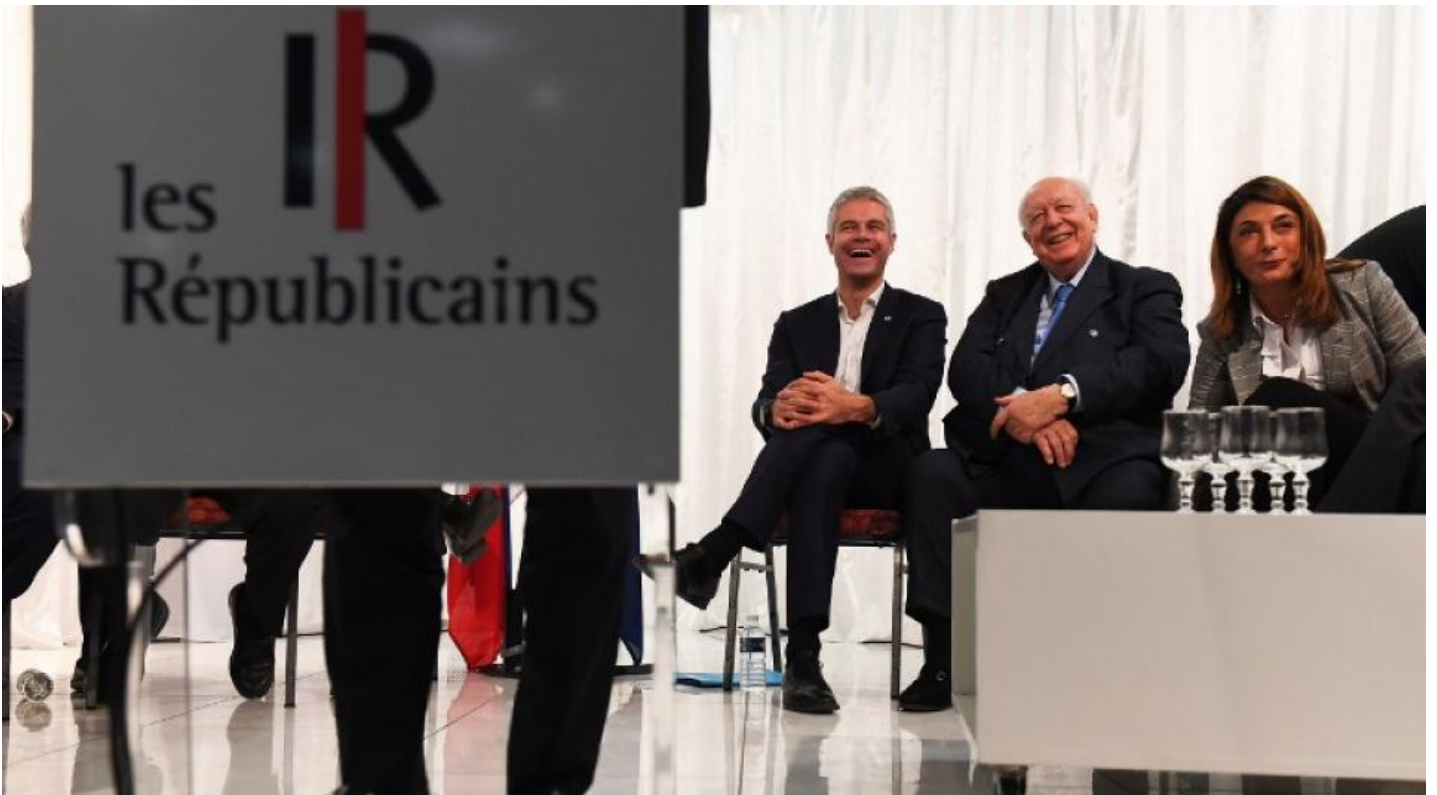


Élection chez LR : ces droites étrangères en forme qui pourraient inspirer le (ou la) gagnant(e)



Affaibli par sa défaite à la présidentielle, la droite républicaine élit ce dimanche son président. Il aura fort à faire pour la redresser au niveau d'autres droites florissantes, comme en Autriche ou au Japon.

Avec Christophe
Bouillaud

Atlantico : Laurent Wauquiez va certainement s'imposer aujourd'hui au premier tour de l'élection du parti des Républicains. Mais la route est encore longue pour le président de la région Rhône-Alpes pour qu'il puisse redresser la droite en France. De quelles autres droites florissantes peut-il s'inspirer (Autriche, Japon, Etats-Unis...) ?

Christophe Bouillaud : Effectivement, les dernières élections dans le monde occidental au sens large, Japon compris, tendent à montrer un maintien de la compétitivité électorale de la droite conservatrice par rapport à la gauche progressiste. L'Autriche est sans doute le pays dont Laurent Wauquiez pourrait s'inspirer, et d'ailleurs, il s'en inspire peut-être déjà. La droite conservatrice de l'OVP y en effet connu une belle victoire récemment en proposant un discours très axé sur le refus de l'immigration et la promotion de l'identité autrichienne. De fait, cet antienne est désormais une base de tout succès électoral de la droite, qui promet à ses électeurs de faire ce que l'extrême-droite voudrait faire, mais sans les inconvénients économiques, démocratiques et moraux de l'arrivée au premier plan du pouvoir de cette dernière et sans rompre, dans le cas européen, avec l'ordre européen en vigueur. C'est le cas aussi aux Pays-Bas où le Premier Ministre libéral a réussi à se maintenir en jouant de cette carte. Par ailleurs, bien sûr, il y a la carte du refus de l'impôt, qui reste toujours importante, comme on l'a vu en Allemagne avec la renaissance des libéraux aux dernières élections.

Il faut noter que ces succès sont souvent obtenus par des leaders exaltant un jeunisme décapant. Le futur Chancelier autrichien n'a que 31 ans et, lorsqu'il arrive à la tête du Parti conservateur et ensuite aux affaires au Royaume-Uni, David Cameron fait encore très jeune. Comme on l'a vu lors de l'élection présidentielle en France avec l'élection d'Emmanuel Macron, les électeurs français ne sont pas du tout insensible à ce genre de présentation de soi comme un nouveau venu, un jeune promettant le renouvellement. Laurent Wauquiez voudrait incarner lui aussi un renouvellement, mais ne parle-t-on pas déjà de lui depuis trop longtemps dans les médias comme d'un espoir de la droite pour qu'il puisse incarner ce renouveau ?

On imagine toutefois mal Laurent Wauquiez s'inspirer des Abenomics du Premier ministre japonais Shinzo Abe qui sont aux antipodes de ses orientations en matière d'économie. Est-ce que Laurent

Wauquiez ne se prive pas, en affichant et prônant une ligne "dure" en matière d'austérité budgétaire, de pouvoir ajuster ses positions à l'avenir ?

Pour l'instant, la gestion de la nouvelle Région Auvergne-Rhône-Alpes est présentée par l'intéressé lui-même comme un miracle de bonne gestion budgétaire retrouvée. Cela correspond très bien au discours classique de la droite française contemporaine d'une obligation de diminuer les dépenses publiques pour pouvoir diminuer les impôts ou limiter l'endettement public, tout en redéployant les dépenses publiques restantes vers les sujets vraiment importants pour l'économie ou les citoyens. Ce laboratoire de l'austérité et de la dépense bien ciblée peut éventuellement constituer un handicap pour une redéfinition de soi comme un tenant des Abenomics, entendu comme acceptation de l'utilisation de l'arme budgétaire pour relancer l'économie. Cela serait un peu absurde d'avoir été un champion de l'austérité régionale pour proposer le contraire ensuite au niveau national. Des économies faites par la région peuvent aussi se révéler avoir des impacts négatifs à terme. La droite s'est fait piéger entre 2007 et 2012, rappelons-le, par son insistance à réduire le nombre de fonctionnaires, y compris le nombre de membres des forces de l'ordre, ce que n'a pas manqué de lui rappeler la gauche tout au long du quinquennat suivant. La gestion d'une région est certes moins piégeant, puisque les budgets et prérogatives de nos régions restent en réalité limités. En réalité, vu la structure des médias nationaux français, très parisiens, l'action de Laurent Wauquiez dans le cadre de sa région restera un détail de son positionnement. Cela n'aurait pas été la même chose si c'était l'actuelle présidente de la Région Ile-de-France qui prenait la tête des Républicains.

Quel est pour vous le plus grand défi qu'aura à relever Laurent Wauquiez s'il est élu à la tête de son parti ?

Un premier défi sera de faire taire les voix dissonantes dans son propre camp. L'un des aspects les plus marquants de la carrière de Laurent Wauquiez est que, de temps en temps, les médias relaient des informations visant à lui nuire qui viennent d'évidence de son propre camp. Ce n'est bien sûr pas nouveau que l'on doive constater ce genre de tactiques d'interdiction dans la politique française, mais, de fait, actuellement, Laurent Wauquiez est le principal politicien à subir ce « feu ami ». L'autre opposant, Jean-Luc Mélenchon, se fait bien étriller par ses camarades communistes, mais la majorité des propos hostiles à son égard viennent de ses opposants affichés, et il faut bien dire qu'il possède l'art de se créer publiquement des inimitiés, comme lors de la récente émission auquel il a participé. Avec Laurent Wauquiez, la rancœur dans son camp est donc le premier obstacle.

Le second est d'élargir la base sociologique de l'électorat des Républicains. La défense de l'identité française parle sans doute à beaucoup d'électeurs, mais tout dépend de la manière dont on la définit. Le FN et aussi Emmanuel Macron aussi définissent une certaine idée de la France... Il va falloir que Laurent Wauquiez arrive à se distinguer sur ce plan.

Le troisième est de faire son travail d'opposant. Une fois élu chef des Républicains, cela devrait être plus facile qu'actuellement. Il aura toute légitimité pour parler au nom du parti, de ses militants et de ses élus.